



VILLE DE
HOUILLES

ARRÊTÉ DU MAIRE DE STATIONNEMENT PARKING DURANTIN

—
République Française
Département des Yvelines

—
Direction des Services Techniques
Arrêté temporaire n° 23/287 FM

Le Maire de la Ville de Houilles, Conseiller départemental des Yvelines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R417-11 et R 417-12,

Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, modifiés,

Vu l'arrêté réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,

Vu l'arrêté réglementant la coordination et la sécurité des travaux (Voirie - Réseaux - Divers), sur les voies ouvertes à la circulation publique, du 4 janvier 1993,

Vu le Règlement de voirie de la ville de Houilles, publié le 22 mars 2012,

Considérant la demande de neutralisation de 60 emplacements de stationnement matérialisés dans le parking Durantin dans le cadre de la mise en place de modulaires provisoires (Ecole Salvador Allende),

Considérant la nécessité de réglementer le stationnement dans le Parking Durantin,

Sur la proposition du Directeur des Services Techniques,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Du 29 juin 2023 au 31 août 2024, la Ville de Houilles est autorisée à neutraliser 60 emplacements de stationnement matérialisés dans le parking Durantin dans le cadre de la mise en place de modulaires provisoires (Ecole Salvador Allende).

Article 2 : Du 29 juin 2023 au 31 août 2024, le stationnement sera interdit et considéré comme gênant selon l'article R-417-10 du Code de la Route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière conformément aux textes et lois en vigueur :

- **Parking Durantin, sur 60 emplacements matérialisés.**

Article 3 : La signalisation temporaire sera mise en place par les Services techniques de la ville de Houilles.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art. L. 411-7 CRPA).

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou un implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Article 7 : M. le Directeur des Services Techniques, M. le Chef de service de la Police Municipale et M. le Commissaire de Police de la circonscription de Sartrouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Houilles, le 26 juin 2023

Le Maire,
Conseiller départemental des Yvelines



Julien CHAMBON